

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE AGRICULTURE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

**Conseil régional
Réunion des 25 et 26 juin 2009**

**Intervention d'Eric Berroche
Président du groupe communiste**

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

A la fin du mois de mai, Monsieur le Président, vous avez, avec vos collègues des 3 autres régions de l'Ouest, pris position sur la crise du secteur laitier. Vous venez de vous exprimer largement sur cette grave question.

Initiative opportune eu égard à la gravité de la situation, aux menaces qu'elles constituent pour la profession et pour notre région, lesquelles s'ajoutent à la liste continue des plans de suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs d'activités et nous confirmons que les mesures prises par le Gouvernement sont en dessous de tout.

On observe un étrange paradoxe : plus vous êtes privilégiés, plus vous êtes assistés. Les autres, l'immense majorité, se contentent de belles paroles. C'est insupportable.

Revenant à la crise du secteur laitier, si un accord sur le prix du lait a été conclu, la situation n'abuse pas les producteurs qui restent confrontés à une baisse conséquente de la rémunération de leur travail.

La profession est confrontée à une véritable libéralisation nourrie par le sacro-saint principe de la concurrence libre et non faussée.

Cela fragilise l'Europe, la France et tout particulièrement la Bretagne qui pour l'essentiel est constituée d'exploitations familiales et de laiteries en concurrence avec "des usines à lait" qui tirent la rémunération des exploitants vers le bas, vers plus bas que bas.

Nous sommes inquiets.

Car, concrètement, les producteurs de laits, plus de 20% dit-on, sont directement menacés par la faillite. D'autres, beaucoup d'autres sont et seront fragilisés.

Or, en Bretagne, la production laitière est une activité essentielle à notre région.

D'un point de vue économique, son poids est conséquent, les emplois qui y sont directement liés sont nombreux.

...et nous sommes attachés à la préservation d'une agriculture familiale qui contribue à l'aménagement de l'espace, des équilibres sur notre territoire et à la consolidation de ces activités en région.

Le libéralisme est au dessus de tout ça.

Que la production augmente ou diminue, qu'elle soit faite ici ou ailleurs le business continu.

Or, fondamentalement, nous ne devons pas oublier la fonction vitale de l'agriculture: se nourrir.

Se nourrir nous paraît tellement évident, au moins dans la partie de la planète dans laquelle nous habitons, qu'il est difficile d'imaginer que ce que des générations de paysans ont bâti pour sécuriser la production pourrait être fragilisé voire menacé par des règles économiques, celle d'un libéralisme obsédé par la dérégulation, la baisse des rémunérations.

Et personne ne peut rétorquer que tout ceci, ce dogme de la concurrence a profité aux consommateurs puisqu'ils constatent le contraire en faisant leurs courses.

Tout ceci, l'opinion publique le sait et les déclarations gouvernementales visant à instaurer des dispositifs de contrôle et de régulation ne trompent personne. **La vérité est qu'en faisant adopter la loi sur la modernisation de l'économie, le Gouvernement a donné plus de poids aux transformateurs et aux distributeurs.**

C'est honteux... **et nous sollicitons l'instauration de mécanismes de régulation sur les volumes de production et sur les prix en y associant les producteurs et les consommateurs.**

Eu égard à la réalité et à la gravité de cette situation, nous avons voulu, Monsieur le Président et mes chers collègues, réaffirmer l'attention et le soutien que nous apportons à cette profession.

...et il nous paraît opportun, Monsieur le Président, que vous interveniez à nouveau pour porter, au nom de la région, des exigences permettant de conforter l'activité agricole et de soutenir les acteurs de la filière.

Les propos que vous avez tenus dans votre intervention liminaire, montre votre volonté et nous apprécions votre détermination.